



Quelques signes d'éclaircie

En Auvergne, la conjoncture présente quelques signes d'amélioration au 4^e trimestre 2014. Après deux trimestres de recul, l'emploi salarié marchand augmente (+ 0,3 % par rapport au 3^e trimestre). À l'échelon national, les effectifs demeurent stables. La croissance de l'emploi dans les services marchands (+ 0,8 %) constitue le moteur principal de cette éclaircie. De plus, la baisse des effectifs de l'industrie et du commerce ralentit. Par ailleurs, la fréquentation des hôtels de la région est supérieure à celle du 4^e trimestre 2013 (+ 1,1 %) alors que la moyenne nationale est orientée à la baisse (- 0,7 %). À l'opposé, d'autres éléments s'avèrent moins satisfaisants. Le taux de chômage régional progresse de 0,1 point. Il reste inférieur à la moyenne nationale, également en hausse de 0,1 point. Dans la construction, les difficultés demeurent bien ancrées. L'emploi du secteur subit une nouvelle baisse (- 0,4 % contre - 1,3 % en moyenne nationale). L'activité dans le secteur du logement reste faible avec peu de mises en chantier et un nombre d'autorisations en constante décline. Reflet de ces difficultés, les créations d'entreprise diminuent fortement dans la construction. Ce recul s'inscrit dans un contexte général de baisse des créations en Auvergne, qui ne s'observe pas au niveau national.

Alain Batifoulrier, Insee

Rédaction achevée le 22 avril 2015

Légère reprise de l'emploi salarié marchand régional

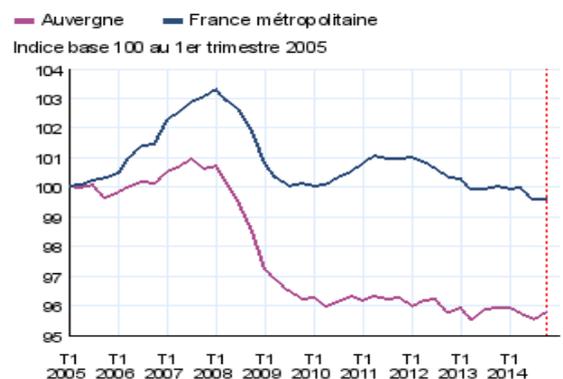
En Auvergne, après deux périodes de baisse, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles se redresse au 4^e trimestre 2014 (+ 0,3 % par rapport au trimestre précédent). Au niveau national, les effectifs se stabilisent après la chute du trimestre précédent.

L'emploi salarié des services marchands auvergnats croît régulièrement depuis 2009. Cette augmentation se renforce au 4^e trimestre 2014 avec une nouvelle hausse des effectifs de 0,8 % par rapport au trimestre précédent (+ 0,4 % en moyenne nationale). En particulier, l'emploi intérimaire, comptabilisé dans les services, augmente de 1,6 % en Auvergne et de 4,7 % en France métropolitaine.

Dans les autres secteurs, le nombre d'emplois salariés diminue tant en Auvergne qu'à l'échelon national. Les effectifs auvergnats offrent cependant une meilleure résistance sur le trimestre. Dans la construction, la baisse se limite à 0,4 % en Auvergne contre 1,3 % au niveau national. Dans l'industrie et le commerce, les

effectifs salariés reculent de 0,1 % dans la région (- 0,3 % en France métropolitaine).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



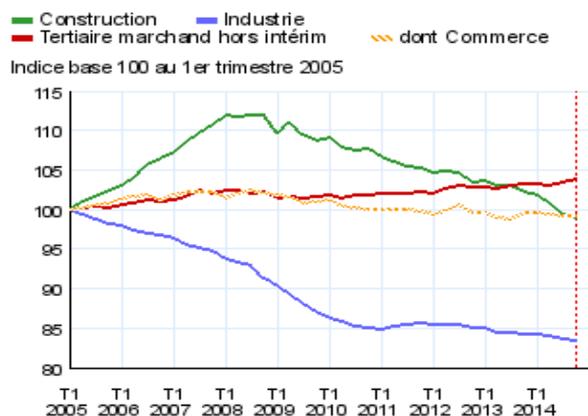
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

Au 4^e trimestre, la hausse de l'emploi salarié marchand auvergnat repose sur deux départements : +0,2 % en Haute-Loire et +0,4 % dans le Puy-de-Dôme. En Haute-Loire, seul le secteur du commerce perd des salariés (-0,5 %). Dans ce département, le secteur de l'intérim augmente le plus fortement (+3,9 % par rapport au trimestre précédent). Dans le Puy-de-Dôme, l'emploi est porté par les services (+1,1 %). Il est cependant confronté à la plus forte baisse des effectifs de la construction (-0,9 %) et à un léger recul de ses effectifs industriels.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Auvergne



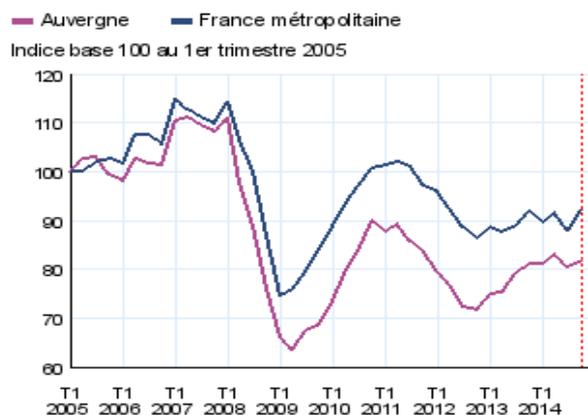
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

L'emploi salarié de l'Allier demeure stable même si de fortes baisses sont enregistrées dans l'intérim (-2,1 %) et l'industrie (-0,6 %). Seul l'emploi salarié du Cantal est en légère diminution (-0,1 %). Dans ce département, la hausse de l'emploi dans les services ne suffit pas à compenser les diminutions des autres secteurs, notamment la construction (-0,7 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

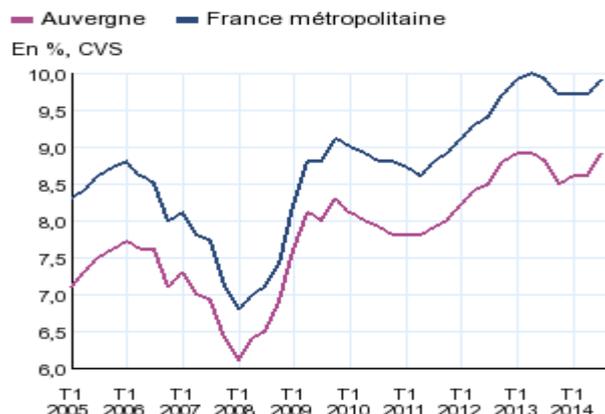
Source : Insee, Estimations d'emplois.

Hausse limitée du taux de chômage auvergnat

Au 4^e trimestre 2014, le chômage concerne 8,9 % des actifs auvergnats (données corrigées des variations saisonnières), soit 0,1 point de plus qu'au trimestre précédent. La courte amélioration qu'a connu le marché du travail régional en 2013 ne s'est pas maintenue dans la durée. Après trois trimestres de hausse modérée, le chômage retrouve ainsi le point haut atteint début 2013. Depuis plus d'un an, le marché du travail auvergnat suit exactement la tendance nationale. Le taux de chômage régional reste ainsi inférieur de 1,1 point à la moyenne nationale.

Le chômage s'accroît dans les deux départements auvergnats où il est déjà le plus élevé. Avec une hausse identique à la moyenne régionale, il atteint 10,6 % de la population active dans l'Allier et 8,7 % dans le Puy-de-Dôme. Dans les deux autres départements, le taux de chômage baisse de 0,1 point. Il atteint ainsi 8,4 % en Haute-Loire et 6,4 % dans le Cantal.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France).

Au 31 décembre 2014, 100 630 Auvergnats sont à la recherche d'un emploi (catégories A, B et C confondues données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables). Leur nombre est à nouveau en forte augmentation (+1,6 % par rapport à fin septembre 2014). Au niveau national, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,8 %. Sur un an, l'augmentation est de 6,2 % en Auvergne contre 6,4 % en moyenne nationale.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans s'accroît au même rythme qu'à l'échelon national (+1,0 % par rapport à la fin du 3^e trimestre). En revanche, les effectifs des demandeurs d'emploi âgés d'au moins 50 ans progressent moins rapidement en Auvergne qu'à l'échelon national (+1,1 % contre +2,3 %). Il en est de même pour les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an (1,2 % contre 2,3 %).

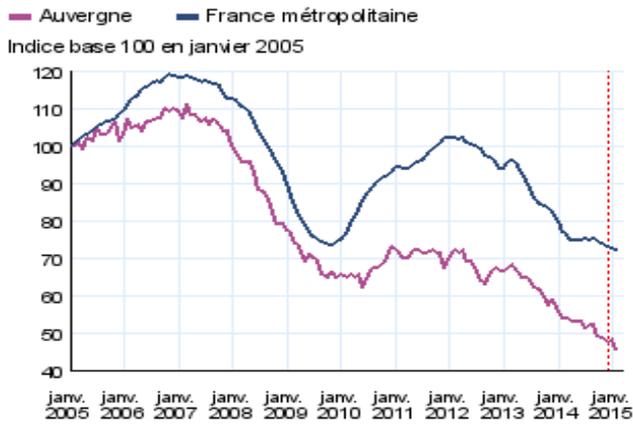
Sur un an, l'évolution est toujours plus faible en Auvergne qu'en France pour les jeunes, les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée.

Activité et perspectives restreintes dans la construction

En Auvergne, entre janvier et décembre 2014, le volume de mises en chantier est estimé à 5 400 logements soit 1,8 % de moins par rapport à la période précédente (d'octobre 2013 à septembre 2014). Le recul dans le secteur du logement collectif (-4,3 %) est la principale raison de cette baisse. Au niveau national, les mises en chantier diminuent de 1,6 %.

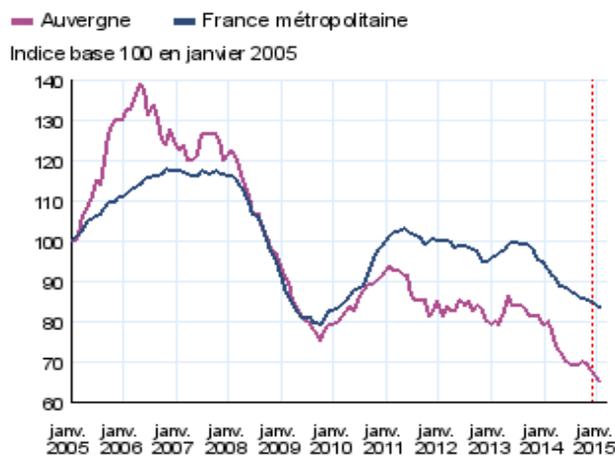
Les perspectives d'un redressement de l'activité semblent hypothéquées par la baisse des autorisations de nouveaux logements. En Auvergne, elles sont estimées à 5 200 entre janvier et décembre 2014, soit une chute de 8,8 % par rapport à la période précédente. À l'échelle de la métropole, le repli est 3 fois moindre (-2,8 %).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

6 Évolution du nombre de logements commencés

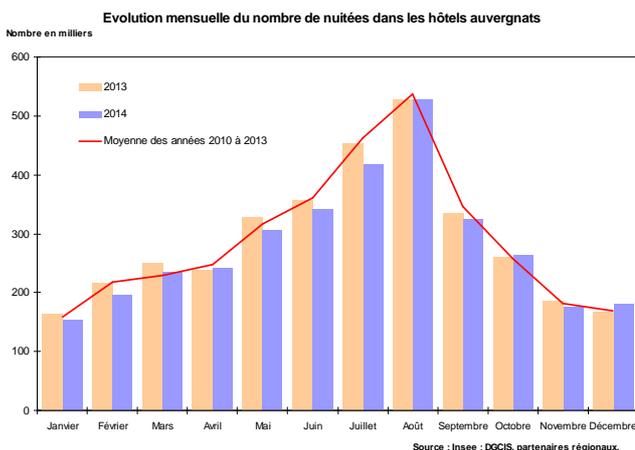


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2.

Légère embellie de la fréquentation hôtelière

En Auvergne, la fréquentation hôtelière se redresse légèrement au 4^e trimestre 2014. Le nombre de nuitées atteint 619 400, soit une progression modérée de 1,1 % par rapport au 4^e trimestre 2013 (- 0,7 % au niveau national). Il dépasse également de 1,7 % la moyenne des quatre années précédentes. Le résultat positif du trimestre repose principalement sur la hausse des nuitées enregistrée en décembre (+ 7,3 % par rapport à décembre 2013). Elle compense le recul de fréquentation observé en novembre (- 4,5 % par rapport à novembre 2013).

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Persistance du repli des créations hors auto-entrepreneurs

En Auvergne, au 4^e trimestre 2014, 974 entreprises hors auto-entreprises sont créées. Ces créations sont nettement inférieures à celles du trimestre précédent (- 5,4 % en données corrigées des variations saisonnières et jours ouvrables). Elles se rapprochent du niveau moyen de créations enregistré dans les années postérieures à la crise de 2008. En revanche, en France métropolitaine, le nombre de créations augmente (+ 1,3 %).

La forte baisse observée au niveau régional s'explique par la chute des créations dans le secteur de la construction (- 13,0 %). Le repli enregistré dans le secteur des services et dans celui du commerce, des transports et de l'hôtellerie-restauration est nettement moindre (respectivement - 4,1 % et - 3,6 %). Dans l'industrie, le recul se limite à 1,3 % par rapport au 3^e trimestre.

Sur un an, les créations d'auto-entreprises baissent en Auvergne (- 1,4 % par rapport au 4^e trimestre 2013) alors qu'elles augmentent en France (+ 4,3 %).

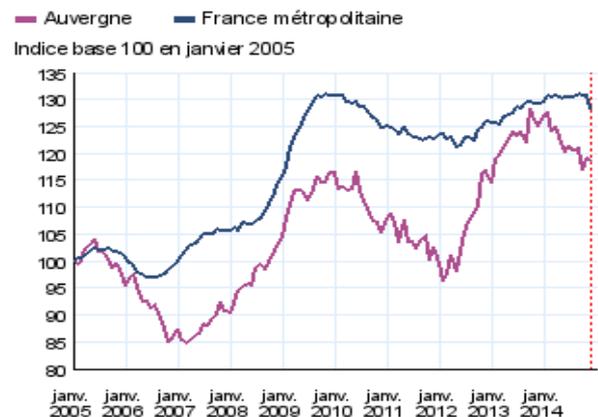
Dans la région, les créations par les auto-entrepreneurs reculent surtout dans la construction (- 26,5 %). En revanche, elles augmentent dans le commerce et le secteur « transports, hébergement-restauration » (respectivement + 13,6 % et + 10,5 %).

La baisse des créations d'auto-entreprises touche deux des départements auvergnats. Elle atteint 15,7 % dans l'Allier par rapport au 4^e trimestre 2013 et 13,3 % dans le Cantal. À l'inverse, le nombre de créations augmente dans les départements de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme (respectivement + 8,5 % et + 4,3 %).

Dans les quatre départements, les autres formes de créations (sociétés et entreprises individuelles hors auto-entreprises) s'effondrent. Le recul est supérieur à 10 % sur un an dans l'Allier et avoisine même les 20 % en Haute-Loire. Dans le Cantal et le Puy-de-Dôme, il se limite respectivement à - 6,1 % et à - 5,6 %.

Entre janvier et décembre 2014, le nombre de défaillances d'entreprises prononcées en Auvergne diminue de 2,1 % par rapport à la période d'octobre 2013 à septembre 2014, soit le même rythme qu'au niveau national.

8 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : Banque de France, Fiben.

Contexte national : Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges

L'activité progresse peu en France au quatrième trimestre 2014 (+ 0,1 %). Au 1^{er} semestre 2015, la consommation des ménages serait dynamique, soutenue par le regain de pouvoir d'achat offert notamment par la forte baisse des prix du pétrole. En revanche, le climat des affaires, qui n'a que légèrement progressé depuis novembre et reste inférieur à sa moyenne de long terme, fait état d'un attentisme persistant des entreprises. Leur investissement stagnerait donc, malgré les conditions de financement favorables et la nette remontée de leur taux de marge, qui atteindrait son plus haut niveau depuis début 2011. Par ailleurs, l'investissement des ménages continuerait de reculer. Au total, le PIB accélérerait à + 0,4 % au premier trimestre 2015, du fait d'un rebond ponctuel de la production d'énergie après un automne doux, puis progresserait de 0,3 % au deuxième trimestre. Mi-2015, la hausse de l'activité atteindrait +1,1 % sur un an, le rythme le plus haut depuis fin 2011. Le regain d'activité et les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois ne suffiraient pas à enrayer la baisse de l'emploi marchand sur le semestre et, malgré le soutien des emplois aidés, le chômage continuerait d'augmenter, à 10,6 % mi-2015.

Contexte international : Accélération progressive en zone euro, croissance robuste dans les pays anglo-saxons

Au quatrième trimestre 2014, l'activité reste solide dans les pays avancés. Le dynamisme de la consommation permet une croissance robuste aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que l'activité s'accélère légèrement dans la zone euro. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité tourne au ralenti, notamment en Chine. Au premier semestre 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans cette dernière, sous l'effet des baisses récentes du prix du pétrole et du cours de l'euro, la consommation et le commerce extérieur seraient dynamiques. L'activité resterait soutenue en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement, et en Allemagne, qui bénéficierait de l'instauration du salaire minimum, mais elle redémarrerait très lentement en Italie. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, la vigueur de la consommation des ménages continuerait de générer une croissance soutenue, mais l'appréciation de leur monnaie pèserait sur le commerce extérieur. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient peu dynamiques.

Méthodologie:

Le SOeS diffuse à partir des résultats à fin janvier 2015 de nouveaux indicateurs pour suivre la construction neuve de logements.

Le suivi conjoncturel s'appuyait jusqu'à présent sur les informations prises en compte dans la base Sit@del2, intégrant le délai de collecte des informations. Les séries « en date de prise en compte », qui recensent l'ensemble des informations (autorisations, mises en chantier) remontées chaque mois, présentent l'avantage d'être disponibles très rapidement tandis qu'il faut plusieurs mois pour collecter l'ensemble des permis autorisés ou mis en chantier un mois donné. Lorsque la collecte est régulière, ces séries permettent de suivre les évolutions de la construction de logement, les retournements conjoncturels s'observant toutefois avec un léger retard lié à la vitesse moyenne de remontée de l'information.

La production d'estimations en date réelle s'est avérée nécessaire suite à la dégradation progressive de la collecte des déclarations d'ouverture de chantier. Ainsi, début 2015, près de 80 000 logements autorisés au cours de l'année 2010 ne sont ni annulés ni commencés selon les informations contenues dans la base Sit@del2, soit 17 % des autorisations a priori valables deux ans. De plus, plusieurs chocs dans la collecte des autorisations de construire se sont produits ces dernières années, affectant le suivi conjoncturel dans certaines régions. Les nouveaux indicateurs visent à décrire l'activité réelle en matière d'autorisations de construire et de mises en chantier de logements sur le territoire, et non plus le recensement des formulaires collectés

Insee Auvergne

3 place Charles De Gaulle
BP120
63403 Chamalières cedex

Directeur de la publication :
Amaud Stéphane

Rédaction en chef :
Sandra Bouvet, Anthony Faugère

ISSN : 2263-5734

© Insee 2015

Maquette : Insee
Mise en page : Insee

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale, mars 2015, « Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges »
www.insee.fr/fr_rubrique/Themes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture

